

Nonobstant les guerres, il est minuit moins une quant à la crise climatique
Au-delà de la fin des fossiles, quel type de « sobriété » la résoudra ?

Un [article de la revue savante de l'American Institute of Biosciences](#) s'introduit par le cri d'alarme : « *Nous sommes au bord d'une catastrophe climatique irréversible. Il s'agit sans aucun doute d'une urgence mondiale. Une grande partie du tissu même de la vie sur Terre est en péril. Nous entrons dans une nouvelle phase critique et imprévisible de la crise climatique. [...] Nous avons maintenant amené la planète à des conditions climatiques jamais observées par nous ou par nos parents préhistoriques du genre Homo.* »

On répertorie dans cette étude une quarantaine de graphiques dont la grande majorité montre une croissance confinante au dérapage vers la terre-étuve. Comme le PIB mondial, la consommation de viande ne cesse de croître pendant que la perte de couverture forestière se maintient à un niveau élevé après avoir doublé en 20 ans et que les subventions aux énergies fossiles ont grimpé en flèche depuis 2020. Le résultat attendu en sont des émissions de gaz carbonique, de méthane et d'oxyde nitreux sans cesse croissants mais en plus à un taux croissant (graphiquement les courbes non seulement vont vers le haut mais aussi se courbent vers la gauche) ce qui se conclue en une courbe semblable à ce qui a trait à la hausse de la température de la surface terrestre même si la rigueur statistique ne permet pas de conclure selon une étude en ce sens. De [commenter Carbon Brief](#) :

Toutefois, certains scientifiques ont remis en question les méthodes utilisées dans l'étude. Richard Allan, professeur de sciences du climat à l'université de Reading, a déclaré que les données relatives au réchauffement de la surface utilisées dans cette étude sont « influencées par la variation naturelle ». Selon lui, « lorsque toutes les sources de données sont examinées de près » - telles que les données satellitaires et les mesures océaniques – « il est évident que le changement climatique s'accélère au lieu de se poursuivre de manière régulière ». Zeke Hausfather, collaborateur de Carbon Brief pour les sciences du climat, a publié au début de l'année une vérification des faits sur l'accélération du réchauffement climatique. Après avoir évalué les observations et les résultats des modèles climatiques, il a conclu qu'« il y a de plus en plus de preuves d'une accélération du rythme du réchauffement au cours des 15 dernières années ».

Là est la catastrophe climatique ce qui fait qu'« [e]n 2023, plusieurs records historiques de température et d'étendue de glace ont été battus par des marges

énormes. Les températures de surface de la mer à l'échelle mondiale et dans l'Atlantique Nord ont été bien supérieures à leurs moyennes pour la période 1991-2024 pendant la majeure partie de l'année, une tendance qui s'est poursuivie jusqu'en 2024. » À ces records il faut ajouter une augmentation ininterrompue de la température, de l'acidité et du niveau des océans et une diminution tout aussi constante de la masse des glaciers pendant que sur la terre ferme les incendies de forêts et les inondations faisaient de même.

L'abrupte fin (temporaire?) de l'absorption de la moitié des émissions de carbone

Les conséquences immédiates sur l'accélération du réchauffement planétaire risquent d'être drastiques. Normalement, « les océans, les forêts, les sols et les autres puits de carbone naturels de la planète absorbent environ la moitié [Je souligne, NDLR] de toutes les émissions humaines. » Mais...

En 2023, année la plus chaude jamais enregistrée, les résultats préliminaires d'une équipe internationale de chercheurs montrent que la quantité de carbone absorbée par les terres s'est temporairement effondrée. Au final, les forêts, les plantes et les sols n'ont pratiquement pas absorbé de carbone. Des signes d'alerte se manifestent également en mer. Les glaciers du Groenland et les calottes glaciaires de l'Arctique fondent plus vite que prévu, ce qui perturbe le courant océanique Gulf Stream et ralentit la vitesse à laquelle les océans absorbent le carbone. Quant au zooplancton mangeur d'algues, la fonte de la glace de mer l'expose davantage à la lumière du soleil, ce qui, selon les scientifiques, pourrait le maintenir plus longtemps dans les profondeurs, perturbant ainsi la migration verticale qui permet de stocker le carbone au fond des océans. [...]

Seule une grande forêt tropicale humide - le bassin du Congo - reste un puits de carbone important qui absorbe plus de carbone qu'il n'en rejette dans l'atmosphère. Exacerbé par le phénomène climatique El Niño, la déforestation et le réchauffement climatique, le bassin de l'Amazonie connaît une sécheresse record, avec des cours d'eau à un niveau historiquement bas. L'expansion de l'agriculture a transformé les forêts tropicales humides de l'Asie du Sud-Est en une source nette d'émissions ces dernières années. Les émissions provenant des sols - qui constituent le deuxième réservoir actif de carbone après les océans - devraient augmenter de 40 % d'ici la fin du siècle si elles se poursuivent au rythme actuel, car les sols deviennent plus secs et les microbes les décomposent plus rapidement. [...] Les forêts boréales, qui abritent environ un tiers du carbone terrestre et s'étendent sur la Russie, la Scandinavie, le Canada et l'Alaska, ont vu la quantité de carbone qu'elles absorbent

chuter de plus d'un tiers en raison des épidémies de coléoptères liées à la crise climatique, des incendies et du défrichement pour l'exploitation du bois.

Tout comme la croissance vertigineuse des feux de forêts n'est pas prise en compte dans les statistiques nationales d'émanations de GES qui régissent les plans nationaux des COPs climatiques, les modèles théoriques de réchauffement futur les minimisent tout en maximisant la capacité de la nature de les absorber :

Bon nombre des derniers modèles de systèmes terrestres utilisés par les scientifiques intègrent certains des effets du réchauffement climatique sur la nature, en tenant compte d'impacts tels que le dépérissement de l'Amazonie ou le ralentissement des courants océaniques. Mais les événements qui sont devenus des sources majeures d'émissions ces dernières années n'ont pas été intégrés, affirment les scientifiques. « Aucun de ces modèles n'a pris en compte des pertes telles que des facteurs extrêmes qui ont été observés, comme les incendies de forêt au Canada l'année dernière, qui ont représenté six mois d'émissions fossiles aux États-Unis. Deux ans auparavant, nous avons écrit un article qui montrait que la Sibérie avait perdu la même quantité de carbone », explique M. Ciais [chercheur au Laboratoire français des sciences du climat et de l'environnement, auteur de l'article le plus récent]. « Un autre processus absent des modèles climatiques est le fait que les arbres meurent de la sécheresse. Ce phénomène est observé et aucun des modèles n'intègre la mortalité due à la sécheresse dans leur représentation du puits terrestre », ajoute-t-il. « Le fait que ces facteurs soient absents des modèles les rend probablement trop optimistes ».

La COP16 sur la biodiversité de Cali, après celle de Montréal, s'annonce un échec

Il ne faut pas non plus croire que les gouvernements du monde se précipitent pour corriger cette gigantesque faille ce pour quoi [la COP16 sur la biodiversité](#) leur fournirait l'occasion :

Selon une nouvelle analyse, plus de 80 % des pays n'ont pas présenté de plans pour respecter un accord des Nations unies visant à mettre un terme à la destruction des écosystèmes de la planète. Il y a près de deux ans, le monde a conclu à Montréal, au Canada, un accord unique en son genre qui prévoyait notamment de protéger 30% des terres et des mers pour la nature, de réformer des milliards de dollars de subventions néfastes pour l'environnement et de réduire l'utilisation des pesticides. Les pays se sont engagés à présenter leurs plans pour respecter l'accord avant la Cop16 sur la biodiversité qui débute ce mois-ci à Cali, en Colombie, mais seuls 25 pays l'ont fait. Les 170 autres pays n'ont pas respecté le délai.

Faut-il s'étonner que [les populations d'animaux sauvages](#) aient décliné de 73 % en moyenne en 50 ans « *selon le rapport de référence du Fonds mondial pour la nature (WWF) publié jeudi, à quelques jours de la COP16 Biodiversité en Colombie.* » Faut-il se surprendre que l'ONG [Climate Action Tracker](#), réputée pour le sérieux de ses analyses eu égard à la réalisation des plans nationaux des COPs climatiques, considère qu'il n'y a pas un seul pays ayant un plan national compatible avec l'accord de la COP de Paris pour ne pas dépasser 1.5°C. Elle calcule que seulement six pays font des efforts presque suffisants pour y arriver dont quatre pays africains ayant au départ un bilan GES au bas de l'échelle et la Norvège qui finance son électrification d'avant-garde par de massives exportations de pétrole que les bilans nationaux ne prennent pas en compte. Tous les autres pays dotés de plans nationaux font des efforts insuffisants ou pire encore.

La demande d'électricité croît plus vite que les renouvelables : les GAFAM y voient

Pourtant une certaine brume médiatique [prédit](#) que « *[n]ous sommes en bonne voie pour voir toutes les énergies fossiles atteindre leur pic avant 2030* ». Peut-être mais [la réalité](#) soulignée par cette même Agence internationale de l'énergie (AIE) est plutôt que « *[l]a demande mondiale d'électricité devrait augmenter fortement cette année [2024] et l'année prochaine, reflétant le rôle croissant de l'électricité dans les systèmes énergétiques du monde entier* ». L'énergie dite renouvelable n'y suffira pas car « *[m]algré la forte augmentation des énergies renouvelables, la production mondiale d'électricité à partir de charbon ne devrait pas diminuer cette année en raison de la forte croissance de la demande, en particulier en Chine et en Inde.* »

La cause n'en est pas le branchement des ménages pauvres des pays dépendants comme le souligne [la Banque mondiale](#) car « *[l]'accès à l'énergie régresse pour la première fois en dix ans* » :

Le nouveau rapport vient confirmer que le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité a augmenté pour la première fois en plus d'une décennie, pour atteindre 685 millions d'habitants en 2022 (soit 10 millions de plus qu'en 2021). [...] Par ailleurs, le nombre de personnes qui n'ont toujours pas accès à des combustibles et techniques de cuisson propres a globalement stagné, pour s'établir à 2,1 milliards d'habitants en 2022. Le recours à des moyens de cuisson rudimentaires a des répercussions de grande ampleur sur la santé, les conditions de vie des femmes et l'environnement...

D'où vient alors ce surgissement de la demande ? Selon l'AIÉ, « [l]a demande mondiale d'électricité augmente à son rythme le plus rapide depuis des années, sous l'effet d'une croissance économique soutenue, de vagues de chaleur intenses et de l'adoption croissante de technologies fonctionnant à l'électricité, telles que les véhicules électriques et les pompes à chaleur. » On constate que le chien court après sa queue. [En particulier](#), toujours « [s]elon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), en combinant l'IA [Intelligence artificielle] et le secteur des cryptomonnaies, les centres de données ont consommé près de 460 TWh d'électricité en 2022, soit 2 % de la production mondiale totale. » Et [l'avenir ne s'annonce pas radieux](#) car « [l]es émissions des centres de données sont probablement 662 % plus élevées que ce que prétendent les grandes entreprises technologiques » suite à leur « [comptabilité créative](#) ». [La pression de cette dernière demande](#) sera à ce point forte que les Google, Microsoft et Amazon mobilisent d'entières centrales nucléaires, dont celle de Three Mile Island qui sera réouverte pour l'occasion, et commandent toute une série de mini-réacteurs nucléaires, une technologie non encore éprouvée.

Il n'y a pas que les GAFAM et le gouvernement des ÉU (et de la France et du Japon et de la Russie et de la Chine...) qui misent sur la fausse solution de l'énergie nucléaire. [L'Ontario suit la même logique](#) : « Pour répondre à l'augmentation annuelle de la demande d'électricité de la province, qui pourrait atteindre 1,7 %, il est prévu d'ajouter des turbines fonctionnant au gaz naturel, de remettre en état d'anciens réacteurs nucléaires et de développer de petits réacteurs modulaires (SMR). » Le Québec a beau avoir laissé tomber l'énergie nucléaire, quoique [la CAQ a mis un bémol](#) sur cette décision, [il est dans la même ligue](#) : « Dans son sixième avis, déposé le 3 juillet [2024], le Comité consultatif sur les changements climatiques [CCC] demeure formel. À l'échelle internationale, l'action climatique reste largement insuffisante et, sans accélération des efforts, nous ne pourrions plus limiter le réchauffement à 1,5 °C, voire à 2,0 °C. « La situation du Québec ne fait pas exception : l'évolution des émissions de GES sur le territoire québécois ne s'inscrit pas dans une trajectoire sobre en carbone et en énergie » ». L'insatisfaction de ce comité, pourtant mis sur pied par la CAQ en 2021, est à ce point que [trois de ses éminents membres ont démissionné](#) durant la dernière année.

Faut-il un mouvement « gilets jaunes » pour obtenir la « sobriété » de la CAQ ?

Suffit-il cependant de se référer à la « sobriété » pour blâmer la CAQ comme le fait le CCC ? Après tout le ministre de l'Environnement du Québec [s'y réfère lui aussi](#). Il ne faut pas se surprendre de cette récupération car la sobriété est un concept moral — à part quelques hulubertus qui oserait la dénoncer ? — tout à fait apolitique. Ce n'est du tout le cas de la « décroissance matérielle » intrinsèquement anticapitaliste de par l'opération croissanciste de la loi de la compétition entre les capitaux. Pour viser cette sobriété nébuleuse « *[l]e Comité pointe notamment en direction du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES (SPEDE) — ou Bourse du carbone — et des diverses mesures d'écofiscalité, qui n'ont pas donné un signal de prix suffisant pour induire la réduction nécessaire des émissions de GES* ». Le CCC propose « *de majorer la tarification carbone et d'accentuer le recours à l'écofiscalité. "Jusqu'à présent, le gouvernement a surtout privilégié l'aide financière, mais le Comité insiste sur les limites de cette approche et recommande des mesures plus contraignantes pour accélérer la transition."* »

Voilà une excellente stratégie pour provoquer un mouvement de type Gilets jaunes. Manque au CCC une vision de classe. Une chose est de pénaliser les grandes et moyennes entreprises — encore là il faut mettre en échec la fuite des capitaux permis par les accords de libre-échange — et la consommation luxueuse des riches. Une autre est par le SPEDE ou par une taxe carbone de frapper M. et Mme Tout le monde. Par exemple, une telle taxe ou un péage anti-automobile, en l'absence d'un système de transport en commun fréquent, confortable, partout et gratuit prend en souricière les personnes usagères à qui on impose le dilemme de la fin du mois versus la fin du monde. Idem pour le ménage qui n'a pas les moyens de contrer la rente foncière des logements centraux, et peu propice aux familles, et qui doit de ce fait, faute de logements sociaux écoénergétiques pour tout le monde, s'exiler dans une maison unifamiliale ou en rangée de la banlieue.

Ni bioéconomie ni extractivisme tout-électrique mais décroissance matérielle

Se pourrait-il que la bioéconomie, qui bannit les énergies fossiles mais sans remettre en cause la croissance, puisse régler le problème ? C'est cette solution, complément du tout-électrique des énergies renouvelables ou même à la limite son substitut par la biomasse énergétique, que suggérait l'émission agricole de Radio-Canada, La semaine verte, du 12 octobre dernier, intitulée [Bioéconomie : Mirage ou solution](#). Dans l'émission, l'éminent écologiste radical canadien-anglais David

Suzuki jouait le rôle d'avocat du diable face à tous les experts qui prêchaient la bioéconomie. Sa réfutation de cette solution effleurait une critique anticapitaliste :

Il faut abandonner les combustibles fossiles au plus vite.

La croissance est devenue le moteur de notre économie mais on ne peut pas croître indéfiniment. On doit amorcer une décroissance économique. Si l'objectif de la bioéconomie est de consommer plus de ressources issues de la nature rien ne va changer.

Avec la bioéconomie, si le bois devient la ressource principale, on crée le même problème. On libère du carbone. On va vouloir accélérer la croissance des arbres [sans oublier leur déperdition par la maladie et les feux provoqués par le réchauffement, NDLR]. On ne peut pas imposer le rythme humain à la nature.

...notre système économique est construit autour du principe que l'homme est au sommet... On a aucune considération pour les lois de la nature. Il est trop tard pour penser qu'on pourrait accélérer la croissance des arbres et des algues. Il faut absolument réduire notre consommation.

L'espoir est devenu une espèce d'opium. La réalité est qu'on a eu des avertissements à répétition.

Les gens disent qu'on a tué la planète. Pas du tout. La nature va se perpétuer. Elle s'en est très bien tirée sans nous et poursuivra son œuvre bien après nous.

On pourrait plaider que la production circulaire, au cœur de cette émission, règle tout en recyclant tout. Comme alternative, cette production ne répond ni au besoin supplémentaire de ressources exigé par la croissance ni à l'exigence de rentabilité — les matières vierges sont souvent meilleur marché — ni à la voracité énergétique et polluante du recyclage. Par contre, dans le cadre d'une stratégie de décroissance matérielle, la circularité devient un moyen indispensable, après avoir assuré les principes de la réduction et de la réutilisation ou réparation, afin de recycler non pas seulement la consommation matérielle courante nécessaire pour pourvoir les services publics mais aussi l'amas de déchets abandonnés par la société de consommation de masse.

Font défaut aux propos pertinents de David Suzuki — on ne pouvait pas tout dire en quelques commentaires — l'explication de la rupture métabolique entre le capitalisme nécessairement croissanciste et l'opération des lois de la nature. De l'autre côté du miroir manque surtout l'alternative d'une société écosocialiste de décroissance matérielle qui permet plus de bien-être avec moins de consommation, et par le fait même d'accumulation de capital. Cette apparente contradiction se résout par la croissance, si l'on peut dire, du temps libre libérateur

et de la solidarité « désanxiogène » et non pas par quelque miracle technologique qui ne ferait que déplacer le problème.

Le capitalisme, conscient du danger que pose cette solution évidente et bon marché, y oppose la fausse alternative de la réduction de la consommation populaire de masse, en y ajoutant l'austérité des services publics, mais de la continuelle accumulation sur la base de la géo-ingénierie, dont la capture et la séquestration du gaz carbonique, et de l'extractivisme tout-électrique. Sans compter la multiplication des guerres qui non seulement avalent de gargantuesques ressources et causent d'indicibles souffrances mais aussi par leur paroxysme anxiogène détournent l'attention de l'humanité de la course folle vers la terre-étuve.

Marc Bonhomme, 20 octobre 2024

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca